



LUNDI 10 DÉCEMBRE 2018 À 15:56

f t in ✉

Budget 2019 : « Une situation préoccupante », pour le président de la commission des Finances

Le sénateur socialiste Vincent Éblé alerte sur la « dégradation » de l'équilibre du budget de l'an prochain, après le ralentissement de la croissance et les mesures annoncées par l'exécutif.

Par Guillaume Jacquot (Propos recueillis par Flora Sauvage)

 3mn

Les sénateurs sont-ils en train de finaliser un budget 2019 en train de sortir des rails ? C'est la crainte du président de la commission des Finances au Sénat, Vincent Éblé, interrogé par Public Sénat après la publication des premières estimations de croissance calculées après le début du mouvement des Gilets jaunes ([lire notre article](#)). À trois semaines du nouvel exercice budgétaire pour l'État, la Banque de France a divisé par deux sa prévision de croissance pour le quatrième trimestre 2018, à 0,2% du PIB.

« C'est une dégradation de l'équilibre budgétaire de l'État, avec du déficit supplémentaire. Or, nous venons de sortir l'année dernière du processus européen pour déficit excessif, à 3 points du produit intérieur brut. C'est une situation préoccupante », met en garde Vincent Éblé.

Mais le sénateur de la Seine-et-Marne estime que le principal problème ne se situe pas au niveau du recul de la croissance, « relativement limité », selon lui. « C'est l'abandon de la taxe sur les carburants qui fait un défaut de recette dans les équilibres budgétaires de l'État de l'ordre de 4 milliards d'euros au minimum. Donc il y a bien la nécessité de recouvrer un nouvel équilibre et de ce point de vue », a-t-il expliqué. Outre une réponse aux « exigences sociales » qui s'expriment en France, le président de la commission des Finances attend le président de la République au tournant sur la question budgétaire, ce soir à 20 heures devant sa télévision.

« On ne peut pas durablement distribuer plus d'argent que le pays n'en a »

« Il faut quand même une certaine orthodoxie, une certaine rigueur dans les équilibres budgétaires », conseille-t-il, en réponse au ministre de l'Agriculture, l'ancien sénateur socialiste Didier Guillaume, qui s'est dit ce matin « favorable à faire bouger ce dogme » des 3% de déficit à ne pas dépasser.

Conscient que la réduction des dépenses publiques reste difficile et a constitué un écueil pour « tous les gouvernements confondus », Vincent Éblé appelle à changer de braquet sur l'ISF, l'impôt de la solidarité sur la fortune (supprimé en partie au début du quinquennat) et sur le prélèvement forfaitaire unique de 30% sur les revenus du capital. « On ne peut pas durablement distribuer plus d'argent que le pays n'en a », s'est-il exclamé :

« La vraie question c'est : est-ce qu'il faut commencer par distribuer des cadeaux fiscaux comme ce gouvernement l'a fait à peine arrivé au pouvoir avec la réduction de l'ISF, et avec la flat tax sur les dividendes à 30% pour tout le monde ? Ou est-ce qu'il faut d'abord faire des efforts sur soi-même pour réduire le train de vie de l'État et ensuite, en fonction des économies réalisées redistribuer à ceux qui y contribuent, en le faisant de façon équitable, toutes catégories confondues a minima, ou même peut-être un peu plus au bénéfice des plus modestes ? »